



Union des sections CGT de l'Audiovisuel public et privé



NON A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC AUDIOVISUEL ET DES CONVENTIONS COLLECTIVES

APPEL A UNE MOBILISATION CITOYENNE

La CGT de l'Audiovisuel public et privé (SNRT- CGT et SNJ-CGT) dénonce la déclaration faite le 22 septembre à l'AFP par le député UMP Martin Lalande dans laquelle il appelle dans un Rapport d'information parlementaire à « tourner la page des conventions collectives de l'audiovisuel public (...) le calendrier permettant d'envisager », selon lui, une « dénonciation jusqu'à la fin septembre 2004 ».

Par les justifications employées Martin Lalande montre sa méconnaissance totale du secteur professionnel et du droit du travail.

Alors que la numérisation fonctionne dans nos entreprises, Martin Lalande n'ayant pas peur du ridicule déclare que nos conventions seraient « insuffisantes », « inadaptées à l'évolution des techniques audiovisuelles comme la numérisation », d'un « cadre juridique obsolète » et un « handicap pour le service public » ...

A contrario, un « socle commun d'une convention de branche pour l'ensemble de l'audiovisuel public et privé permettrait d'avoir une base minimale pour les métiers de l'audiovisuel et d'aboutir à une régulation globale et durable de l'intermittence. »

Selon ce « représentant de la nation » (sic !), la « combinaison d'une convention de branche et d'accords d'entreprise adaptés au cas par cas de chacune d'entre elles permettrait de tourner la page des conventions collectives de l'audiovisuel public ».

Hélas pour Martin Lalande, il faudra des années pour construire une convention de branche et pour l'heure les seules conventions collectives existantes, apparentées à des conventions de branche, sont celles de l'audiovisuel public, celles qu'il veut détruire !

Cette volonté est une véritable déclaration de guerre au Service public de l'audiovisuel, à ses personnels, aux téléspectateurs et aux auditeurs.

Ce député de la majorité voudrait ainsi achever le travail de sape engagé par ses prédécesseurs qui ont démantelé l'ORTF, privatisé la 1^{ère} chaîne, cassé la SFP et atomisé TDF, fragilisant ainsi l'ensemble du Service public audiovisuel. Sa démarche s'inscrit dans la voie tracée par les libéraux et affairistes qui asphyxient financièrement les entreprises publiques par leurs décisions successives de sous financement et méprisent les salariés qui les font vivre.

Il voudrait ouvrir encore plus largement la voie à la seule « Télé Coca cola ».

La CGT ne laissera pas les députés porte voix du Medef s'attaquer aux conventions collectives.

Nous nous adressons dès aujourd'hui aux groupes parlementaires pour qu'il s'opposent aux prétentions ultra libérales de certains députés;

**nous nous adressons à l'Association des Employeurs du Service public audiovisuel pour que les Pdg des sociétés refusent ce diktat politique ;
nous appelons dès aujourd'hui les salariés de l'audiovisuel public à la mobilisation et à se tenir prêts pour répondre à toutes les actions auxquels nous appelleront dans les jours qui viennent ;
nous appelons les téléspectateurs et les auditeurs attachés au service public à défendre l'audiovisuel public et à intervenir auprès de leurs parlementaires.
Ce n'est que par un puissant mouvement citoyen de métropole et d'outre mer que nous préserverons l'indépendance de l'audiovisuel public et le professionnalisme de ses salariés.**

Paris le 24 septembre 2004.